

Assemblée générale: la reconnaissance de l'État de Palestine est un acte en faveur de la paix pour la Suède et une incitation à la violence pour Israël

Soixante-neuvième session

59e séance plénière – après-midi

- **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

COUVERTURE DES RÉUNIONS

La reconnaissance de l'État de Palestine, est-il un acte en faveur de la paix ou une incitation à la violence? Les représentants de la Suède et d'Israël se sont opposés sur l'impact d'une telle décision sur le règlement pacifique du conflit israélo-palestinien. Les deux délégations faisaient partie de la quinzaine qui s'est exprimée aujourd'hui à l'Assemblée générale sur la question de Palestine.

La reconnaissance de l'État de Palestine n'a que trop tardé, a déclaré le représentant de la Suède, expliquant que le fait que son pays ait reconnu cet État, le 30 octobre dernier, avait pour but de rendre les parties « moins inégales » et d'améliorer les perspectives d'un accord négocié sur le statut final en corrigeant modestement le déséquilibre actuel.

« Erreur historique », a commenté le représentant d'Israël. « S'agissant des autres conflits de la région, le Gouvernement suédois demande des négociations directes entre les parties, mais pour les Palestiniens, surprise, il déroule le tapis rouge », s'est-il étonné. Le représentant israélien a affirmé qu'il n'y avait rien de noble dans la campagne « cynique » de la Suède qui ne cherche qu'« à complaire aux Arabes afin d'obtenir un siège au sein du Conseil de sécurité ».

De manière plus générale, il a argué que chaque Parlement européen qui reconnaîtrait unilatéralement et prématurément un État palestinien donnerait aux Palestiniens exactement ce qu'ils veulent: un État mais sans la paix. « En leur apportant un État sur un plateau d'argent, vous récompensez les actions unilatérales et renoncez à toute incitation pour que les Palestiniens négocient et abandonnent la violence. »

Ces propos n'ont pas empêché le représentant du Pakistan de saluer la Suède mais aussi les Parlements britannique, français et espagnol qui s'apprêteraient à reconnaître à leur tour l'État de Palestine. La reconnaissance vient à un moment critique, s'est encore expliqué le représentant de la Suède: la perspective d'atteindre la solution à deux États répondant aux aspirations des deux parties pourrait disparaître.

« La situation actuelle dans la Palestine occupée est périlleuse », a confirmé l'Observateur permanent de l'État de Palestine. Depuis la guerre menée l'été dernier par Israël à Gaza, la troisième guerre en six ans, et avec l'intensification de la campagne de colonisation d'Israël en Cisjordanie, la tension est extrême. L'Observateur a souligné l'urgence d'une action internationale « pour éviter une déstabilisation totale de la situation et sauvegarder les perspectives de paix ».

Le dernier conflit qui a éclaté à Gaza a tué plus de 2 180 Palestiniens, essentiellement des civils, y compris 516 enfants et 283 femmes, et blessé plus de 11 000 personnes, dont 3 000 enfants, a rappelé l'Observateur. Il a également causé des dégâts matériels considérables.

L'Observateur a également reproché à Israël de tenter illégalement de modifier la démographie, le caractère, l'identité et le statut de Jérusalem, et de multiplier les provocations, en particulier vis-à-vis d'Haram al-Charif, risquant ainsi de provoquer un conflit religieux « qui doit être évité ».

« La crise à laquelle le peuple palestinien fait face a atteint des proportions existentielles », a estimé l'Observateur. La communauté internationale, à commencer par le Conseil de sécurité, doit envoyer un message clair à Israël pour lui dire qu'« elle ne tolérera plus l'obstruction d'un règlement pacifique ». Aussi, a-t-il évoqué l'initiative qu'il a proposée au Conseil de sécurité, à savoir établir des délais pour mettre fin à l'occupation et parvenir à une solution globale et juste sur toutes les questions essentielles qui garantisse le droit à l'autodétermination du peuple palestinien.

Au nom de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), le représentant de l'Arabie saoudite a appelé la communauté internationale à appuyer cette initiative. « Nous voulons la paix mais nous ne sommes pas naïfs », a prévenu le représentant d'Israël, ajoutant que « la sécurité est cruciale pour arriver à une paix durable ». La communauté internationale a devant elle un choix clair: « vous pouvez prématurément reconnaître un État palestinien ou vous pouvez encourager l'Autorité palestinienne à briser son pacte avec le Hamas et à revenir à des négociations directes », a tranché le représentant.

« Avec la reconnaissance vient la responsabilité. Nous attendons des leaderships israélien et palestinien qu'ils fassent tout leur possible pour que leurs deux peuples vivent dans la paix et la sécurité. Sans paix, aucune sécurité n'est possible », a conclu le représentant de la Suède.

L'Assemblée poursuivra l'examen de cette question dès 10 heures, demain mardi 25 novembre, avant d'enchaîner sur l'examen de la situation au Moyen-Orient.

QUESTION DE PALESTINE

Pour l'examen de cette question, l'Assemblée générale était saisie du Rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien ([A/69/35](#)). Elle était aussi saisie du Rapport du Secrétaire général sur le règlement pacifique de la question de Palestine ([A/69/371](#)). Dans ce dernier rapport, le Secrétaire général fait suite à la résolution 68/15 qui le priait de poursuivre ses démarches auprès des parties concernées, en consultation avec le Conseil de sécurité, en vue de parvenir audit règlement pacifique et de lui présenter un rapport sur ces démarches et sur l'évolution de la situation. Le Secrétaire général présente donc les réponses des parties concernées aux notes verbales qu'il leur a adressées. Il présente également ses observations sur l'état actuel du conflit israélo-palestinien et sur l'action internationale menée en vue de faire progresser le processus de paix et de parvenir à un règlement pacifique. Le rapport porte sur la période allant de septembre 2013 à août 2014.

Déclarations

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de l'État de Palestine, a commencé par souligner que, l'année dernière, il était venu à l'Assemblée générale avec davantage d'espoir. « Nous étions au milieu d'un autre cycle de négociations sous les auspices des États-Unis », a-t-il rappelé. Les parties palestinienne et israélienne étaient engagées dans des négociations directes grâce aux efforts du Secrétaire d'État américain, M. John Kerry, et à l'appui du Comité de suivi ministériel arabe. « Nous étions tous à l'unisson en ce qui concerne les objectifs: parvenir à un règlement global et juste du conflit et des questions essentielles en suspens », a-t-il poursuivi.

Malgré le passage du temps et les tentatives illégitimes d'Israël, Puissance occupante, de créer un fait établi sur le terrain et d'imposer de nouvelles conditions au processus de paix, le consensus international est resté fermement en faveur de la solution à deux États, a dit M. Mansour. C'est d'ailleurs dans cet esprit que l'Assemblée générale a proclamé 2014 « Année internationale de solidarité avec le peuple palestinien ». Malheureusement, l'espoir s'est évanoui avec l'écroulement du processus de paix et la détérioration considérable des conditions sur le terrain du fait des actions illégales et destructrices d'Israël, a-t-il déploré.

« La situation actuelle dans la Palestine occupée est périlleuse », a déclaré l'Observateur permanent. Depuis la guerre menée par Israël à Gaza, la troisième guerre en six ans, et avec l'intensification de la campagne de colonisation d'Israël en Cisjordanie, la tension est extrême. Redoutant une implosion, il a souligné l'urgence d'une action internationale « pour éviter une déstabilisation totale de la situation et sauvegarder les perspectives de paix ».

À Gaza, 1,8 million de Palestiniens, enfants, femmes et hommes, dont une majorité de réfugiés palestiniens, restent prisonniers et isolés du fait du blocus israélien, qui rentre dans sa huitième année. La population souffre également des conséquences de la « catastrophe humanitaire délibérément infligée par l'agression militaire israélienne de juillet et août », a indiqué M. Mansour, en se référant au conflit qui a éclaté l'été dernier. Les forces d'occupation israéliennes ont tué plus de 2 180 Palestiniens, essentiellement des civils, y compris 516 enfants et 283 femmes, et blessé plus de 11 000 personnes, dont 3 000 enfants. De plus, 1 500 enfants ont été rendus orphelins et plus d'un demi-million d'individus ont été déplacés, « le plus grand déplacement de Palestiniens depuis 1967 », s'est-il indigné.

Quelque 290 000 personnes ont cherché refuge dans les écoles de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), mais des attaques répétées contre les bâtiments de l'ONU ont tué et blessé des innocents, en violation du droit international. En outre, plus de 100 000 maisons ont été détruites et les infrastructures d'eau et d'assainissement ont été gravement endommagées, a ajouté M. Mansour. Dans l'attente des résultats de la Commission indépendante d'enquête du Conseil des droits de l'homme et de la Commission d'enquête diligentée par le Secrétaire général, il a réitéré l'importance du principe de « responsabilité pour tous ces crimes israéliens ».

Malgré les engagements pris lors de la Conférence internationale du Caire sur la Palestine, les efforts consentis par le Gouvernement national de consensus palestinien, et l'Accord tripartite facilité par le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Israël continue d'entraver la reconstruction de Gaza, a regretté M. Mansour. Il a prié la communauté internationale de demander à Israël de lever le blocus et de laisser passer les matériaux de reconstruction et l'aide humanitaire à Gaza.

La situation dans le reste de la Palestine occupée, y compris à Jérusalem-Est, demeure critique et continue de se détériorer, a expliqué ensuite l'Observateur permanent. À cet égard, Jérusalem, Ville sainte des trois religions monothéistes, reflète aujourd'hui la politique de colonisation et le rejet de la paix de la part d'Israël. Israël tente illégalement de modifier la démographie, le caractère, l'identité et le statut de Jérusalem, et ses provocations, en particulier vis-à-vis d'Haram al-Charif, enflamment la situation et les sensibilités religieuses, « risquant de provoquer un conflit religieux qui doit être évité ».

M. Mansour a réitéré que « Al-Qods est le cœur de la Palestine ». C'est le centre religieux, politique, social, économique et culturel du peuple palestinien depuis des siècles et cela le restera, a-t-il affirmé. De même, il a constaté que le consensus international sur l'illégalité des colonies de peuplement israéliennes était ferme. Cependant, en violation de la quatrième Convention de Genève, la Puissance occupante a annoncé cette année des plans visant à construire des milliers d'unités de peuplement, saisissant des acres de terres palestiniennes.

« De telles actions sapent la contiguïté territoriale et l'intégrité de notre État, et la viabilité de la solution à deux États, fondée sur les frontières de 1967 », a résumé M. Mansour. Il a condamné ensuite les raids militaires menés quotidiennement contre des civils palestiniens et la détention par Israël de plus de 6 000 personnes, y compris des enfants de 12 ans, des vieillards, des femmes et des parlementaires.

« La crise à laquelle le peuple palestinien fait face a atteint des proportions existentielles », a estimé l'Observateur permanent. D'après lui, la communauté internationale, à commencer par le Conseil de sécurité, doit envoyer un message clair à Israël pour lui dire qu'« elle ne tolérera plus l'obstruction d'un règlement pacifique ». Ainsi, a-t-il évoqué l'initiative qu'il a proposée au Conseil de sécurité, à savoir établir des délais pour mettre fin à l'occupation et parvenir à une solution globale et juste sur toutes les questions essentielles qui garantisse le droit à l'autodétermination du peuple palestinien.

« Désamorcer la situation et créer un horizon politique crédible doit être une priorité », a conclu M. Mansour. Israël doit être forcé de respecter le droit, de s'engager sur la voie de la paix et de négocier de bonne foi. Si Israël reste intransigeant, alors il doit être tenu responsable, et des moyens politiques, juridiques et non violents alternatives devront être immédiatement trouvés pour faire en sorte qu'Israël se conforme au droit et pour assurer une protection du peuple palestinien.

M. RON PROSOR ([Israël](#)) a déploré que chaque fois que le conflit israélo-palestinien est discuté « un brouillard descende obscurcissant toute logique et clarté morale ». Pendant que le monde se focalise sur ce conflit, des dizaines de millions de personnes continuent d'être victimes de la tyrannie et de l'injustice au Moyen-Orient, a-t-il poursuivi. « Au moment où nous parlons, yézidis, bahai, kurdes, chrétiens et musulmans continuent d'être exécutés et expulsés par les extrémistes à raison de 1 000 personnes par mois », s'est-il indigné. « Combien de résolutions avez-vous adopté la semaine dernière pour répondre à cette crise? Combien de sessions extraordinaires avez-vous convoqué? La réponse est aucune. »

M. Prosor a affirmé que sur les 300 millions d'Arabes qui vivent au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, moins d'un demi-pourcent sont véritablement libres, « et ils sont tous citoyens d'Israël ». Les Arabes israéliens font partie des Arabes les plus éduqués au monde, a-t-il

insisté. « Ils sont nos meilleurs médecins et chirurgiens, ils sont élus à notre Parlement, ils sont juges à notre Cour suprême. » « Pourtant les pays vont défiler aujourd'hui à cette tribune pour dénoncer Israël, un îlot de démocratie dans une région en butte à la tyrannie et à l'oppression. »

Le représentant a affirmé que le conflit n'avait jamais eu trait à l'établissement d'un État palestinien mais bel et bien à l'existence de l'État israélien. M. Prozor a retracé la création d'Israël, rappelant que « les Arabes avaient refusé la partition décidée par les Nations Unies en 1947 entre un État juif et un État arabe ». « Les pays européens disent défendre les valeurs de Liberté, d'Égalité et de Fraternité mais rien n'est plus éloigné de la vérité », a-t-il tranché.

S'agissant de sa sécurité, Israël a dans le passé payé le prix fort pour savoir qu'il ne peut pas compter sur les autres et « certainement pas sur l'Europe ». M. Prozor a aussi rappelé que lors de la guerre du Kippour en 1973 seul un pays était venu à la rescousse d'Israël, les États-Unis. « Nous sommes fatigués des fausses promesses des dirigeants européens. Vous nous avez abandonnés en 1940, vous nous avez abandonnés en 1973 et aujourd'hui vous nous abandonnez encore. »

Chaque Parlement européen qui reconnaîtrait unilatéralement et prématurément un État palestinien donnerait aux Palestiniens exactement ce qu'ils veulent: un État mais sans la paix. « En leur apportant un État sur un plateau d'argent, vous récompensez les actions unilatérales et vous renoncez à toute incitation pour que les Palestiniens négocient et renoncent à la violence. » Déplorant que ce faisant les pays européens favorisent la radicalisation des Palestiniens, il est revenu sur la reconnaissance officielle par la Suède d'un État palestinien, qu'il a qualifiée d'« erreur historique ». « S'agissant des autres conflits de la région, le Gouvernement suédois demande des négociations directes entre les parties, mais pour les Palestiniens, surprise, il déroule le tapis rouge », s'est-il étonné. M. Prozor a indiqué qu'il n'y avait rien de noble dans la campagne cynique de la Suède qui cherche « à complaire aux Arabes afin d'obtenir un siège au Conseil de sécurité ».

Le représentant a indiqué que le démantèlement des colonies et le départ des Israéliens de Gaza en 2005 n'avaient pas rendu la paix plus proche mais au contraire laissé le champ libre à l'Iran et à ses affidés terroristes pour établir un régime de terreur aux portes d'Israël. « Nous ne referons pas la même erreur. Lorsque notre sécurité est en jeu, nous ne pouvons compter et ne compterons sur personne. Israël doit être capable de se défendre par lui-même. »

Affirmant que Jérusalem restait la capitale éternelle d'Israël, il a indiqué que les seuls à vouloir changer le statut du Mont du Temple étaient les dirigeants palestiniens. « Le Président Abbas a appelé les Palestiniens à empêcher les Juifs de se rendre sur le Mont du Temple par tous les moyens nécessaires », a-t-il dit, jugeant ces derniers mots inacceptables. Critiquant la volonté de certains Palestiniens de n'autoriser la visite de ce site qu'aux musulmans, il a invité la

communauté internationale à ne pas tendre la main aux fanatiques. « Nous ferons en sorte que les lieux saints restent ouverts à toutes les confessions. »

M. Prozor a ensuite déclaré qu'aucun pays ne voulait plus la paix qu'Israël. « Nous voulons la paix mais nous ne sommes pas naïfs », a-t-il dit, indiquant que la sécurité de son pays était cruciale pour arriver à une paix durable. Il a rappelé les récentes attaques au couteau et à la hache contre des Israéliens. « Nous avons atteint le stade où les Israéliens ne sont pas à l'abri du terrorisme même dans le sanctuaire d'une synagogue. » Ces attaques, a-t-il affirmé, sont le fruit d'années d'endoctrinement des Palestiniens, lequel commence à l'école, puisque, selon M. Prozor, les enfants regardent des dessins animés « où un personnage habillé comme Mickey chante mort à l'Amérique et mort aux Juifs avec une ceinture d'explosifs à la taille ». Dans le même registre, le délégué a relevé que des Palestiniens avaient accueilli dans la joie la récente attaque sauvage d'une synagogue à Jérusalem, tout comme ils avaient célébré l'attaque du 11 septembre à New York.

En conclusion, M. Prozor a lancé un vibrant « J'accuse » contre les pays qui continuent de faire prévaloir les préjugés sur la vérité et de demander des concessions à Israël sans rien réclamer aux Palestiniens. « Je vous accuse d'hypocrisie. Je vous accuse de duplicité. » Pour lui, la communauté internationale a devant elle un choix clair: « vous pouvez prématurément reconnaître un État palestinien ou vous pouvez encourager l'Autorité palestinienne à briser son pacte avec le Hamas et à revenir à des négociations directes ».

M. ABDULMOHSEN ALYAS (Arabie saoudite), au nom de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), a déclaré que son Organisation tenait Israël pour responsable de toutes les violations du droit international et appelait la communauté internationale à demander des comptes à Israël et obtenir de ce dernier qu'il cesse ses politiques illégales et injustes. L'OCI tient aussi Israël pour responsable de l'escalade à d'Al-Aqsa en raison de la fermeture « criminelle » de la Mosquée et de l'assaut des soldats et des colons contre ce lieu de prière. Le temps est venu de mettre fin à l'occupation des territoires arabes. Nous appelons, a insisté le représentant, la communauté internationale à soutenir les efforts visant à fixer un calendrier pour la fin de l'occupation israélienne, le retour aux frontières du 4 juin 1967, les avancées dans la solution à deux États et la reconnaissance de l'indépendance de la Palestine. La communauté internationale reconnaît le principe d'autodétermination. Le moment est venu de le prouver, a tranché le représentant.

M. THOMOS MAYR HARTING, Chef de la délégation de l'Union européenne, a indiqué que la viabilité de la solution à deux États devait rester la priorité, tout en notant que les développements sur le terrain rendaient cette solution de plus en plus difficile à atteindre. Le délégué a exhorté Israël à cesser ses activités de colonisation, à mettre un terme à la violence des colons et à la détérioration des conditions de vie des Palestiniens dans la zone C en

Cisjordanie. Préoccupé par la récente flambée de violence, il a appelé les deux parties à tout faire pour une désescalade de la situation. « Tout changement de statut des lieux saints aurait de profondes conséquences négatives », a-t-il alerté. Il a également affirmé que la poursuite des activités de colonisation à Jérusalem-Est sapait la possibilité de faire de Jérusalem la future capitale des deux États. Rappelant que de telles activités étaient illégales au regard du droit international, il a indiqué que l'Union européenne restait déterminée à mettre en œuvre les mesures qu'elle a prises en ce qui concerne la production des colonies.

Commentant la situation à Gaza, le représentant a appelé à la concrétisation des engagements pris en faveur de sa reconstruction, avant de plaider pour un changement radical de la politique israélienne, y compris une levée du blocus. « Un retour au statu quo qui prévalait avant le dernier conflit n'est pas une option », a-t-il affirmé, ajoutant que l'Union européenne était prête à jouer un rôle clef, via notamment l'extension du mandat de sa mission d'assistance frontalière à Rafah. Le délégué a apporté son soutien au Gouvernement palestinien de consensus national et a vivement encouragé l'Autorité palestinienne à assumer progressivement les fonctions gouvernementales à Gaza. « Nous restons préoccupés par les récentes attaques à la bombe qui ont visé des figures clefs du Fatah », a dit le représentant. Il a réitéré l'engagement de l'Union européenne à offrir aux deux parties un Partenariat privilégié spécial en cas de conclusion d'un accord de paix final. « Un tel partenariat, qui ancrerait Israël et la Palestine dans une relation encore plus étroite avec l'Europe, fournirait un cadre stratégique pour leur futur développement. »

Mme LYUTHA AL-MUGHAIROY (Oman) a appelé les Nations Unies, le Conseil de sécurité et les autres acteurs à assumer leurs responsabilités juridiques et morales pour imposer la légitimité internationale et la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité sur la question de la Palestine. Elle a aussi appelé la communauté internationale à contraindre la Puissance occupante à remplir toutes ses obligations et à se retirer de tous les territoires arabes occupés y compris le Golan syrien et le reste des zones qui sont sous occupation dans le Sud-Liban.

La représentante a rappelé que l'Assemblée générale avait proclamé 2014, « Année internationale de solidarité avec le peuple palestinien ». Par cette action, la communauté internationale s'est engagée à rechercher une paix juste résultant de la liberté et de l'indépendance du peuple palestinien. Mais la Puissance occupante a adopté une autre trajectoire, a dénoncé la représentante. Israël, a-t-elle accusé, a choisi la voie indiscriminée et excessive des armes qui a conduit à la mort de Palestiniens de Gaza, dont la plupart étaient des personnes âgées, des enfants et des femmes, ainsi que la destruction de milliers de maisons, d'infrastructures civiles, de commerces et d'installations des Nations Unies.

L'expansion des colonies et le déplacement forcé des Bédouins et des éleveurs de Cisjordanie vers des localités plus au centre constituent une violation des droits des Palestiniens et de

l'article 49 de la quatrième Convention de Genève. Oman, a dit la représentante, exprime sa profonde préoccupation face à la situation tragique du Territoire palestinien occupé, une situation causée par le blocus d'Israël, les actes inhumains et illégaux visant à changer la composition démographique de la population, les pratiques israéliennes dont les attaques contre la Mosquée Al-Aqsa. Oman souligne que la sécurité et la stabilité ne peuvent être obtenues par des moyens militaires, a encore déclaré la représentante.

Mme ANNIKA SODER (Suède) a déclaré que la reconnaissance de l'État de Palestine est attendue depuis trop longtemps. « J'espère que ce ne soit pas trop tard. » Le fait que la Suède ait reconnu l'État de Palestine, a expliqué la représentante, avait pour but de rendre les parties moins inégales et d'améliorer les perspectives d'un accord négocié sur le statut final en corrigeant modestement le déséquilibre actuel entre les parties.

Les jeunes palestiniens et israéliens ont besoin de voir qu'il existe des alternatives à la violence. Notre espoir est que la reconnaissance renforce les forces modérées et constructives des deux côtés, contribue à mettre fin à l'occupation et arrête le processus vers une réalité à un État.

La reconnaissance vient à un moment critique, a estimé la représentante. Le dernier cycle d'une violence dangereuse est un signal douloureux de l'urgence: la perspective d'atteindre la solution à deux États répondant aux aspirations des deux parties pourrait disparaître. Le manque de progrès alimente la violence dans la région et au Moyen-Orient dans son ensemble, a prévenu la représentante.

Rien ne saurait justifier les provocations, les attentats terroristes, les tirs de roquettes contre les civils ou autres actes de violence. L'expansion sans précédent des colonies, les démolitions, la confiscation des terres, les déplacements et les réinstallations forcés rendent la solution à deux États plus difficile voire presque impossible.

Les conditions de vie à Gaza ne sont ni acceptables ni viables et le retour à la situation d'avant la guerre de Gaza n'est pas une option. Les frontières de Gaza doivent être rouvertes aux personnes et aux biens. Les exportations doivent augmenter. Les habitants de Gaza ont besoin de voir une amélioration immédiate de leur condition de vie pour ne pas perdre espoir dans l'avenir et la communauté internationale.

Le temps est venu pour une implication plus active de la communauté internationale, a d'ailleurs estimé la représentante. Le Conseil de sécurité, les États-Unis, l'Union européenne, la Ligue des États arabes et le Quatuor doivent aider les parties avec des paramètres clairs et un calendrier défini pour réaliser une solution juste, globale et durable du conflit. L'objectif est

qu'Israël et la Palestine vivent dans la paix et la sécurité dans des frontières internationalement reconnues et sur la base des frontières d'avant 1967.

La communauté internationale a la responsabilité de protéger et de rassurer les acteurs modérés et constructifs en Palestine qui adhèrent à la non-violence et à la reconnaissance d'Israël et des accords précédents. À l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, il est plus que temps, a estimé la représentante, de traduire les paroles en actes. Il est important de soutenir le Président Abbas et de renforcer l'Autorité palestinienne et le Gouvernement de consensus national en Cisjordanie et à Gaza. La Suède vient d'adopter une nouvelle stratégie quinquennale de développement de la Palestine dotée d'un montant de 200 millions de dollars, soit une augmentation de 50%. Cette semaine, elle déposera à l'Autorité palestinienne sa contribution annuelle d'environ 6 millions de dollars par le biais du mécanisme PEGASE. La Suède a aussi contribué à hauteur de 50 millions de dollars à l'UNRWA. « Avec la reconnaissance vient la responsabilité. Nous attendons des leaderships israélien et palestinien de faire tout leur possible pour que leurs deux peuples vivent dans la paix et la sécurité. Sans paix, aucune sécurité n'est possible », a conclu la représentante.

M. NAWAF SALAM (Liban) a estimé qu'il fallait venir en aide à l'État palestinien qui, en dépit des efforts, reste un État sous occupation, en lui accordant le statut de membre à part entière de l'ONU. D'après lui, « le conflit à Jérusalem est presque un microcosme de l'origine du conflit israélo-arabe » et son règlement permettra une paix juste et durable dans toute la région. En effet, « à Jérusalem, le temporel se mêle au spirituel, les images du passé au présent et la réalité aux rêves d'avenir ».

Le représentant a condamné Israël qui viole de façon flagrante le droit international et les résolutions des Nations Unies, en décidant d'annexer Jérusalem-Est et d'exproprier les habitants pour implanter des colonies. Tant que le problème de l'occupation de Jérusalem-Est n'aura pas été résolu, il n'y aura pas de règlement pacifique viable, a-t-il insisté. « Jérusalem-Est est la capitale de l'État palestinien et aucune autre ville ne peut la remplacer. » Jérusalem « refuse d'être monochrome » et ne peut être le produit de la force et de la guerre, a-t-il ajouté. Il faut y restaurer les droits des Chrétiens et des Musulmans.

Mme DAYANA ANGELA RIOS REQUENA (Bolivie) a réitéré le soutien de son pays à l'autodétermination du peuple palestinien et son droit à un État libre, souverain et indépendant dans les frontières internationalement reconnues, conformément aux résolutions des Nations Unies. À cette fin, il faut concrétiser la solution à deux États.

La représentante a condamné le blocus de même que « l'agression terroriste et génocidaire perpétrée par Israël contre Gaza l'été dernier ». Elle s'est dite indignée par la destruction des logements et par les attaques contre la centrale électrique de Gaza. Elle a condamné les milliers

de nouvelles unités de logement construites en Cisjordanie et l'incursion d'extrémistes israéliens sur l'esplanade des Mosquées. Elle a jugé inadmissible que des milliers de Palestiniens soient retenus dans des prisons israéliennes et dans des conditions inacceptables.

M. MASOOD KHAN (Pakistan) a déclaré que les Palestiniens et la communauté internationale ne doivent pas perdre l'espoir malgré ce sombre tableau. Le représentant a réclamé la réouverture de la Mosquée Al-Aqsa. Il a dit craindre que les perspectives de la paix soient illusoires maintenant que la colonisation a augmenté de plus 125% et que les conséquences de la dernière guerre de Gaza apparaissent. Il a salué le fait que le Conseil des droits de l'homme ait créé une Commission d'enquête sur la violence à Gaza, en se demandant si cette Commission pourrait mener à bien ses travaux et surtout formuler des recommandations.

Sans engagement ferme en faveur du dialogue, le processus de paix restera vain et la viabilité de la solution à deux États sera mise en danger. Ce moment sombre doit être un tournant, a exhorté le représentant pour qui les réflexions et les calculs stratégiques doivent cesser. Il a encouragé les négociations directes entre les parties et un échéancier clair, seules conditions de trouver une solution au conflit, a-t-il asséné.

Le représentant a salué les progrès que sont la reconnaissance par la Suède de l'État de Palestine et le fait que les Parlements britannique, français et espagnol s'apprêteraient à faire autant. Y voyant une tendance forte, il a exhorté le Conseil de sécurité à reprendre son rôle de rechercher une solution au conflit. Il a aussi demandé aux dirigeants palestiniens de s'engager plus avant dans le dialogue tout en admettant que la condition préalable serait la levée du blocus de Gaza, la remise en liberté des prisonniers palestiniens et le respect des promesses d'aide à la reconstruction de Gaza. À ce sujet, il a indiqué que son gouvernement a versé un million de dollars à l'UNRWA.

M. MANSOUR AYYAD SH A ALOTAIB (Koweït) a déploré l'oppression continue du peuple palestinien et le non-respect du caractère sacré de la Mosquée Al Aqsa. Le Conseil de sécurité doit prendre ses responsabilités, a-t-il affirmé, devant la récente agression de Gaza qui s'ajoute à la longue liste des exactions commises par les Israéliens. Le représentant a réitéré le droit inaliénable des Palestiniens à disposer de leur propre État dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale. Il a affirmé que le projet soumis par le Groupe des États arabes au Conseil de sécurité qui définit entre autres un calendrier pour la cessation de l'occupation israélienne, devait être le point de départ des discussions.

Le délégué a vivement condamné la poursuite des activités de colonisation d'Israël, lesquelles sont illégales au regard du droit international. « Israël est au-dessus des lois, comme l'a clairement dit aujourd'hui et à cette tribune, le délégué israélien », a-t-il constaté. Il a exigé le retrait d'Israël de tous les territoires arabes occupés et la libération des détenus palestiniens,

notamment ceux qui ont été emprisonnés avant les Accords d'Oslo. Il a aussi demandé l'application de la résolution 497 (1981) du Conseil et le retrait par Israël du Golan syrien.

M. MOTOHIDE YOSHIKAWA (Japon) a appelé les deux parties à œuvrer de concert pour restaurer la confiance et ouvrir la voie à une reprise des négociations de paix. Il a exhorté Israël à geler les activités de colonisation, illégales au regard du droit international, tout en demandant aux responsables palestiniens de s'abstenir de toute action unilatérale qui pourrait entraver la reprise des négociations.

Le délégué a indiqué que son pays avait promis plus de 20 millions de dollars en faveur de la Palestine lors de la Conférence sur la reconstruction de Gaza qui s'est tenue en octobre dernier, en plus des 7,8 millions de dollars décaissés en avril. C'est une partie de l'engagement du Japon qui a promis au total 200 millions de dollars, a-t-il affirmé. Il a précisé que ces efforts visaient à appuyer les parties en vue de parvenir à un cessez-le-feu durable et à une coexistence pacifique. Le délégué a plaidé pour la mise en œuvre d'un mécanisme international de suivi s'agissant des questions de sécurité, d'aide humanitaire et de bonne gouvernance.

M. Yoshikawa a détaillé l'action de son pays pour la mobilisation de l'investissement privé en Palestine, mentionnant en particulier le « Corridor pour la paix et la prospérité » centré autour de la région de Jéricho afin d'en faire un centre dynamique d'exportations. « Ce projet, qui doit créer 7 000 emplois et qui est mené en collaboration avec la Jordanie, la Palestine et Israël est un bon exemple des initiatives qui sont de nature à ramener la confiance sur le terrain. »

M. JAMAL FARES ALROWAIEI (Bahreïn) a déploré les circonstances inhumaines dans lesquelles est célébrée la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien qui a pourtant un droit légitime à l'autodétermination. Il a souligné qu'une solution juste et globale ne sera possible que s'il est mis en place un véritable État palestinien dans les frontières de 1967 et avec pour capitale Jérusalem-Est. Il a demandé à toutes les nations ne l'ayant pas encore fait de reconnaître l'État palestinien. Le représentant a évoqué les souffrances endurées par les Palestiniens du fait des attaques croissantes contre la Mosquée à Jérusalem, des provocations dans la ville et des expropriations. Bahreïn, a-t-il assuré, continuera d'appuyer la marche vers la restitution au peuple palestinien de ses droits inaliénables.

M. AMR ABDELLATIF ABOULATTA (Égypte) a déploré le conflit qui a éclaté à Gaza cet été et la multiplication des actes de colonisation dans le Territoire palestinien occupé, en plus des provocations « sans précédent » dans les lieux saints à Jérusalem-Est. Selon lui, de telles pratiques menacent le processus de paix dans son ensemble, y compris la solution à deux États, vu qu'elles visent à changer la situation à Jérusalem. Il a condamné toutes les attaques contre la population civile et appelé Israël à y mettre fin.

L'Égypte a coopéré avec la Norvège pour organiser, le 12 octobre dernier au Caire, la Conférence internationale sur la reconstruction de Gaza, au terme de laquelle des promesses de contributions de 5,4 milliards de dollars ont été annoncées. À ce sujet, le représentant a engagé les pays donateurs à respecter leurs engagements et a prié Israël d'autoriser l'entrée des matériaux de reconstruction à Gaza.

Durant la Conférence du Caire, a-t-il souligné, beaucoup de pays, de même que le Secrétaire général et les entités des Nations Unies, ont réitéré l'importance à faire en sorte que la Conférence du Caire soit « la dernière Conférence de reconstruction ». La seule garantie pour ce faire, a prévenu le représentant, est de parvenir à une solution juste et durable, y compris pour la question des réfugiés, « sinon la région revivra à nouveau un cycle de violence tôt ou tard ». Il a demandé aux Nations Unies et au Conseil de sécurité de « remplir leur rôle » pour parvenir à une telle solution « dans un cadre temporel raisonnable » et en se basant uniquement sur le critère du droit, sans prendre en considération les rapports de force.

M. WANG MIN (Chine) a souligné l'urgence de trouver une solution à la question de Palestine qui est au centre du conflit au Moyen-Orient. Il a regretté que la question de Palestine soit toujours d'actualité un demi-siècle après son émergence et que les Palestiniens ne soient toujours pas indépendants. La communauté internationale doit faire preuve de créativité et trouver une solution à cette question, a suggéré le représentant. Il a avancé des points pour faire évoluer la situation à savoir la coexistence d'un État de Palestine souverain vivant dans la paix et la sécurité aux côtés d'Israël, et la reprise des négociations sur la base du principe de la terre contre la paix.

Le représentant a rappelé le message du Président chinois à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien dans lequel il réaffirme son attachement au droit des Palestiniens à un État indépendant dans les frontières d'avant 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale, et le souhait de la Chine de voir la Palestine prendre sa place parmi les membres de l'ONU. La paix au Moyen-Orient étant une aspiration commune, le représentant a exhorté la communauté internationale à appuyer le Conseil de sécurité dans la recherche d'une solution au conflit. La solution du conflit au Moyen-Orient, a dit le représentant, implique aussi une solution entre Israël et la Syrie, et entre Israël et le Liban. Le représentant a déclaré qu'un Moyen-Orient turbulent et théâtre du terrorisme est un facteur d'instabilité pour le monde. La Chine est favorable aux droits des peuples de la région à choisir leurs systèmes politiques et défavorable aux ingérences extérieures, et surtout pour renverser les gouvernements, a souligné le représentant.

M. ASOKE KUMAR MUKERJI (Inde) a indiqué que la lutte des Palestiniens était de la même nature que celle menée par le Mahatma Gandhi pour l'indépendance de l'Inde. Il a vivement déploré les souffrances endurées par la population de Gaza, avant de demander la levée du

blocus. Préoccupé par la récente flambée de violence à Jérusalem, il a demandé aux parties de tout faire pour que le calme revienne. Le délégué a détaillé l'aide apportée par son pays en faveur des Palestiniens. « L'Inde apporte un million de dollars chaque année à l'UNRWA et vient de promettre 4 millions de dollars pour la reconstruction de Gaza », a-t-il relevé. Si l'on suit la logique du « œil pour un œil », le monde entier finirait par devenir « aveugle », a-t-il poursuivi, citant les mots du Mahatma Gandhi. Le représentant a affirmé que le dialogue restait la seule voie possible et a exhorté les parties à revenir à la table des négociations.

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.